

**Termes de référence  
pour une expertise technique court-terme  
pour l'appui à la gestion des déchets sanitaires dans le cadre du projet d'Appui aux  
autorités publiques dans le cadre de la réponse d'urgence à l'épidémie de COVID-19 en  
République de Côte d'Ivoire**

<b>Référence :</b>	Expert court-terme pour l'appui à la gestion des déchets sanitaires en Côte d'Ivoire
<b>Domaine :</b>	Santé / Renforcement des systèmes de santé / Sécurité sanitaire internationale
<b>Intitulé du poste :</b>	Expert court-terme pour l'appui à la gestion des déchets sanitaires en Côte d'Ivoire
<b>Pays :</b>	Côte d'Ivoire et à distance
<b>Durée de la consultance :</b>	82 jours maximum

<b>Expertises</b>	<b>Nombre de jours prestés</b>
Réalisation étude sur le plan national de gestion des déchets sanitaires	35 jours
Elaboration modules de formation	25 jours
Formation	22 jours
<b>Total</b>	<b>82 jours</b>

## **I. Contexte**

### **a. Contexte pays**

Avec une croissance du PIB estimée à 6,9 % en 2019, la Côte d'Ivoire est une des économies les plus performantes d'Afrique subsaharienne. La croissance est tirée par l'investissement via les dépenses publiques suivis des services, de l'agriculture, du commerce, des transports, de la construction, de la banque et de l'économie numérique. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire est le premier exportateur mondial de cacao et de noix de cajou brutes. Le pays est également exportateur de pétrole et le secteur manufacturier est en croissance.

Cependant, les avantages de la croissance économique sont inégalement répartis sur le territoire national. En dehors de la capitale, Yamoussoukro et les principales villes comme Abidjan, Bouaké et San Pedro, les zones périurbaines et rurales bénéficient peu des retombées de la croissance économique. La situation est plus préoccupante en milieu rural avec 56,8% de la population vivant sous le seuil national de pauvreté et 14,7% sous celui d'extrême pauvreté contre respectivement 35,9% et 5,2% de la population urbaine.

## **b. Contexte lié à la crise du COVID-19**

Le 1er cas de COVID 19 a été déclaré le 11 mars 2020 en Côte d'Ivoire et à la date du 25 mars 2021, le pays compte 42 074 cas confirmés dont 37 797 personnes guéries, 229 décès et 4 048 cas actifs.<sup>1</sup> Le gouvernement ivoirien a rapidement pris des mesures pour limiter la propagation de l'épidémie : la mise en place d'un comité de crise, la sensibilisation et la diffusion de mesures préventives, l'élaboration d'un plan d'urgence de riposte, la détection systématique des cas suspects des voyageurs en provenance des pays touchés par la pandémie, la quarantaine ou le confinement et la prise en charge des cas confirmés. De plus, le 16 mars 2020, des dispositions sanitaires, sociales et économiques ont été prises par le Conseil National de Sécurité : fermeture des frontières aériennes, confinement du Grand Abidjan, mise en place d'un couvre-feu, port du masque obligatoire, infrastructures pour la prise en charge des personnes contacts, communication et sensibilisation, etc. Depuis lors, la majorité de ces mesures a été annulée et/ou assouplie.

La crise du COVID-19 a accru les enjeux sanitaires et environnementaux liés à la multiplication des déchets sanitaires (intrants, test, vaccins, etc.) et le plan de riposte COVID-19 a mis en lumière les difficultés structurelles de la gestion des déchets sanitaires.

## **c. Expertise France en Côte d'Ivoire**

Expertise France a mené de 2015 à fin 2018 sur le C2D Santé, un accompagnement technique du Ministère ivoirien de la Santé pour ses réformes dans le secteur hospitalier, la régulation du secteur privé, le code de santé publique, et le corps d'inspecteurs en santé. Expertise France a également accompagné le Ministère de la Santé ivoirien dans sa réforme du secteur pharmaceutique.

Expertise France met aussi en œuvre un projet de télémédecine en cardiologie à Bouaké. Ce projet vise l'extension d'un réseau de télé-cardiologie pour connecter 10 structures de soins au CHU de Bouaké.

Expertise France est également présente en Côte d'Ivoire à travers l'Initiative. Le projet SUCCESS a démarré en décembre 2019 pour 36 mois dans 4 pays (Guatemala, Philippines, Burkina Faso et Côte d'Ivoire). C'est un projet en consortium avec deux autres partenaires, financé par Unitaid. L'objectif est l'élimination de cancers cervicaux qui affectent les femmes par une stratégie de dépistage secondaire.

## **d. Le projet d'Appui aux autorités publiques dans le cadre de la réponse d'urgence à l'épidémie de COVID-19 en République de Côte d'Ivoire**

Sur financement européen, Expertise France met en œuvre le projet d'Appui aux autorités publiques dans le cadre de la réponse d'urgence à l'épidémie de COVID-19 en République de Côte d'Ivoire, entre février 2021 et février 2022.

L'objectif spécifique du projet est de faciliter l'opérationnalisation des initiatives du gouvernement et de ses partenaires techniques et financiers visant un renforcement général et inclusif du système de protection sociale et sanitaire.

Le projet est composé de deux volets d'appui, santé et social. Le volet santé du projet prévoit d'appuyer la gestion des déchets sanitaires en Côte d'Ivoire à travers deux activités principales :

- L'élaboration d'une étude sur le plan national de gestion des déchets sanitaires

---

<sup>1</sup> Site internet du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique consulté le 26 mars 2021. <http://www.sante.gouv.ci/welcome/actualites/1025>

- L'élaboration de modules de formation sur la gestion des déchets sanitaires (tri, stockage, transport, élimination) incluant les spécificités de la gestion des déchets en période de crise sanitaire, puis la formation de personnel institutionnel, sanitaire et biomédical à la gestion des déchets sanitaires, en faveur de la prévention et du contrôle des infections en milieu de soins

## **II. Objectif général de la consultance**

L'objectif de la consultance est de :

- réaliser une étude sur le plan national des déchets sanitaires de la Côte d'Ivoire
- élaborer des modules de formation sur la base des documents nationaux existants
- réaliser les formations auprès des acteurs identifiés

## **III. Objectifs spécifiques de la consultance**

### **a. OS1 : Réaliser une étude sur le plan national de gestion de déchets sanitaires de la Côte d'Ivoire**

Un plan national de gestion des déchets médicaux 2009-2011 a été élaboré et mis en œuvre avec le soutien de plusieurs PTF (Banque mondiale, OMS, UNICEF, PEPFAR, CDC, EGPAR, JSI-MMIS et GIP Esther / Expertise France).

Dans le cadre du projet PRSSE de la Banque mondiale, ce Plan 2009-2011 a été évalué, l'analyse des principaux problèmes a été réalisée, et l'élaboration d'un nouveau 2016-2020 a été faite, comprenant un plan détaillé de suivi-évaluation. La Direction de l'Hygiène Publique et de la Santé Environnement (DHPSE) était chargée de la mise en œuvre et du suivi-évaluation de ce plan.

Le présent projet prévoit d'appuyer le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) par l'élaboration d'une étude afin de :

- (i) faire un bilan de la mise en œuvre du plan précédent
- (ii) formuler des recommandations pour relancer et rendre prioritaires les stratégies de gestion des déchets médicaux
- (iii) compléter les actions visant à réduire les risques sanitaires dans le contexte de crise sanitaire Covid-19 – gestion des déchets sanitaires, hospitaliers, vaccination, déchets biologiques et pharmaceutiques, etc. Cet appui devra également être en cohérence avec le prêt accordé au Gouvernement par la Banque Mondiale pour la gestion des déchets ménagers et urbains.

Le consultant se mettra en contact avec les différentes directions du MSHP pertinentes, dont la DHPSE, la DMH et la DIEM, et avec les PTF actifs sur ce sujet, dont la Banque mondiale, KfW et l'AFD.

La participation du consultant au groupe thématique sur les médicaments dont les chefs de file sont actuellement l'AFD et Expertise France est également prévue.

A l'issue des travaux de rédaction, une restitution sera organisée pour présenter les résultats de l'étude à l'ensemble des parties prenantes.

### **Méthodologie attendue :**

### **Livrables :**

- Un document d'étude qui sera partagé aux autorités publiques ivoiriennes

- Un support de présentation de l'étude (ex : PowerPoint) qui sera présenté aux autorités publiques ivoiriennes puis partagé

**b. OS2 : élaborer des modules de formation sur la base des documents nationaux existants**

Sur financement de la DUE, 4 banaliseurs ont été mis en place sur 4 sites - Service des Maladies Infectieuses et Tropicales (SMIT) du CHU de Treichville, Hôpital général d'Anyama, CHR de Bondoukou et CHU de Bouaké.

Ces banaliseurs doivent permettre de broyer les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) puis de les rendre inactifs par un procédé de haute température. Ces déchets peuvent ensuite suivre la filière des ordures ménagères (OM).

Le présent projet propose d'accompagner la mise à disposition des banaliseurs par une formation du personnel sur la gestion des déchets, en faveur de la prévention et du contrôle des infections (PCI) en milieu de soins.

Il s'agira d'une formation sur la gestion des déchets OM/DASRI/verre/carton, la formation abordera le tri à la source, stockage des déchets, transport des déchets, élimination. Cette formation sera renforcée en abordant les spécificités des déchets pouvant être traités par les banaliseurs. La formation prendra aussi en compte les spécificités de la gestion des déchets en période de crise sanitaire.

Le consultant devra élaborer les modules de formation, en lien avec les autorités sanitaires ivoiriennes, et en alignement avec les textes nationaux en PCI, notamment le plan national de gestion des déchets.

A l'issue des travaux d'élaboration, une restitution sera organisée pour présenter/valider les modules de formation avec l'ensemble des parties prenantes.

Livrables :

- Un plan de formation / stratégie pédagogique en accord avec les autorités ivoiriennes
- Modules de formation sur la gestion des déchets sanitaires (tri, stockage, transport, élimination) incluant les spécificités de la gestion des déchets en période de crise sanitaire
- Un support de présentation des modules (ex : PowerPoint) qui sera présenté aux autorités publiques ivoiriennes puis partagé

**c. OS3 : Réaliser les formations auprès des acteurs identifiés**

Le consultant s'attachera à réaliser des formations sur la gestion de déchets sanitaires auprès des personnes clés identifiées, soit environ 66 personnes. Plus précisément il s'agit de formations auprès de trois types d'acteurs :

- Au niveau des 4 Hôpitaux (estimation cible : 4 personnes par CHU soit 16 bénéficiaires) : formation à la gestion des déchets auprès du personnel de santé – notamment les services d'hygiène hospitalière si existant – et personnel biomédical. Ces formations viendront compléter les formations techniques dispensées par le fournisseur des banaliseurs, supervisé par GOPA.
- Acteurs institutionnels (estimation cible : 4 personnes de la DIEM, 4 personnes de la direction de la médecine hospitalière, 2 personnes du centre de maintenance soit 10 bénéficiaires) : formation auprès de la Division Infrastructures, Equipements et Maintenance (DIEM) et du

Centre de maintenance qui pourront constituer un pool de formateurs / co-animer les formations précitées.

- Au niveau des centres de santé périphériques (estimation cible : 2 personnes par CS, 5 CS par CHU soit 40 stagiaires) : formation à la gestion des déchets auprès du personnel de santé et du personnel de maintenance si existant des centres de santé environnants afin de faciliter la mise en réseau des différents établissements de santé pour la gestion de leurs déchets sanitaires en toute sécurité (logique de référencement).

La durée de la formation, pour chaque stagiaire est estimée à trois jours mais pourra varier en fonction du programme andragogique proposé par les experts.

Le renforcement des connaissances des personnes bénéficiaires de la formation sera mesuré par le consultant.

La formation en gestion des déchets sera mise en œuvre avec l'appui d'un expert national.

Le niveau central sera associé à toutes les formations des niveaux inférieurs de la pyramide sanitaire (HP, CS).

#### Livrables :

- Rapport de formation (incluant des éléments d'analyse, et la mesure du renforcement des capacités)

#### **IV. Composition de l'équipe**

Un ou deux consultants international (si répartition des lots)

Le consultant international sera suivi par l'équipe EF au siège, notamment la chargée de projets santé

Un coformateur national sera identifié en Côte d'Ivoire pour les objectifs liés à la formation

#### **V. Méthodologie**

##### **a. Méthodologie globale**

- Recherche documentaire
- Missions terrain en Côte d'Ivoire (entretiens)
- Temps de rédaction
- Ateliers de restitution en Côte d'Ivoire
- Ajustements

#### **VI. Calendrier indicatif**

Résultats										
Mois:	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	
<b>Résultat 2 Volet Santé</b>										
<b>1/ Appuyer l'élaboration d'un plan national de gestion des déchets sanitaires</b>										
Revue documentaire de l'existant (plan national existant)										
<b>Mission terrain n°1</b> : réunions avec PTF actifs dans le secteur + Ministère de la santé ivoirien										
Rédaction de l'étude										
<b>Mission terrain n°2</b> : Atelier de présentation de l'étude										
Mise à jour suite aux retours										
<b>2/ Elaboration/mise à jour modules de formation puis formation</b>										
Revue documentaire de l'existant (guide PCI)										
<b>Mission terrain n°3</b> : réunions avec PTF actifs dans le secteur + Ministère de la santé ivoirien										
Rédaction du plan de formation (stratégie pédagogique)										
Rédaction des modules de formation gestion des déchets										
Atelier de validation										
Mise à jour suite aux retours										
<b>2/ Formation auprès des acteurs identifiés</b>										
Organisation des formations										
<b>Mission terrain n°4</b> : Formation niveau central et formation niveau HP										
Formation CS										
Evaluation formation										

## **VII. Exigences du poste/Profil du consultant**

### **a. Profil du consultant**

- Master 2 en gestion/management de projet, coopération/relations internationales, économie, sciences sociales, en santé publique ou médical ;
- Compétences en gestion des déchets sanitaires demandées ;
- Compétences en sécurité sanitaire, prévention et contrôle des infections appréciées ;
- Bonne maîtrise du système de santé de la Côte d'Ivoire ou Afrique de l'Ouest ;
- Compétence en andragogie / formation pour adultes appréciée ;
- Expériences réussies de rédaction de livrables dans le cadre de projets de coopération en santé ;
- Très bonne maîtrise des outils bureautiques, notamment Excel et Word ;
- Excellente maîtrise du français (écrit et oral), bonne maîtrise de l'anglais (écrit et oral)
- Capacités rédactionnelles

### **b. Documents à fournir par le candidat**

- CV - dont références correspondant aux consultances déjà réalisées sur la même thématique
- Offre technique incluant les méthodologies utilisées
- Chronogramme indicatif
- Offre financière détaillée
- Confirmation de disponibilités

## **VIII. Budget et rémunération**

Les candidats sont amenés à se positionner sur un ou plusieurs lots : étude, modules, formation.

L'offre financière de l'expert sera revue et analysée sur la base des grilles de rémunération d'Expertise France, qui se réserve le droit de négocier le montant.

Le paiement sera réalisé sur base d'acceptation des livrables.

Les billets d'avion et visa vers la Côte d'Ivoire sont à la charge d'Expertise France. Expertise France prend également en charge les frais de séjour sur place (hébergement, nourriture).